



Appel d'offres ouvert n° 06/2019

Du 08/08/2019

Réservé à la petite et moyenne entreprise nationale

RELATIF

A

**L'ENTRETIEN ET LE NETTOYAGE DES BATIMENTS
ADMINISTRATIFS DES SERVICES EXTERIEURS DU MINISTERE
DU TRAVAIL ET DE L INSERTION PROFESSIONNELLE
EN LOT UNIQUE**

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Le présent appel d'offres ouvert sur offres de prix est soumis aux dispositions de l'article 7, de l'alinéa 2 paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17 du décret n°2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Appel d'offres ouvert n° 06/2019

Du 08/08/2019

Le présent appel d'offres a pour objet l'entretien et le nettoyage des bâtiments administratifs des services extérieurs du Ministère du Travail et de l'Insertion Professionnelle, en lot unique.

Le marché reconductible qui fera suite au présent appel d'offres sera passé :

ENTRE :

Le Ministère du Travail et de l'Insertion Professionnelle désigné ci-après par le mot « Maître d'Ouvrage », représenté par Monsieur Abdelkrime FATHALLAH, Directeur des Ressources Humaines, du Budget et des Affaires Générales.

D'UNE PART

ET :

1. Cas d'une personne physique ou morale :

La personne physique ou morale
Représentée par Monsieur (Madame).....En qualité de.....
En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés;
Au capital de.....;
Faisant élection de domicile à.....;
Siège social sis à.....;
Affiliée à la C.N.S.S. sous le n°.....;
Inscrite au registre de commerce deSous le n°.....;
N° de Patente.....;
N° de l'identifiant fiscal.....;
Titulaire du compte courant postal, bancaire ou à la TGR n°.....;
Ouvert à.....;

2. Cas d'un groupement :

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention
.....(les
références de la convention)..... :

- Membre 1 :

M.qualité
Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu
des pouvoirs qui lui sont conférés.
Au capital social
Patente n°
Registre de commerce deSous le n°
Affilié à la CNSS sous n°
Faisant élection de domicile au
Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions).....
Ouvert auprès de.....

- Membre 2 :

.....
(Servir les renseignements le concernant)
-.....
-.....

- Membre n :

.....

Nous nous obligeons (*conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement*) ayant
M..... (prénom, nom et qualité)
en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution des prestations,
ayant un compte bancaire commun sous n° (RIB sur 24
positions).....
Ouvert auprès

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICEL 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres a pour objet **l'entretien et le nettoyage des bâtiments administratifs des services extérieurs du Ministère du Travail et de l'Insertion Professionnelle, en lot unique.**

ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le Maître d'Ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est le Ministère du Travail et de l'Insertion Professionnelle, représenté par Monsieur Abdelkrime FATHALLAH, Directeur des Ressources humaines, du Budget et des Affaires Générales.

ARTICLE 3: MODE DE PASSATION

Le marché reconductible qui fera suite au présent appel d'offres ouvert sur offres de prix est soumis aux dispositions de l'article 7, de l'alinéa 2 paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17 du décret n°2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché reconductible comprennent :

- L'acte d'engagement ;
- Le présent cahier des prescriptions spéciales ;
- Le bordereau des prix – Détail estimatif ;
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G- EMO).

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus

ARTICLE 5: TEXTES DE REFERENCE

1. Dahir n°1-03-194 du 14 Rjeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n° 65-99 relative au code du travail.
2. Dahir du 25 juin 1927 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.
3. Dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale.
4. Loi 18-12 relative à la réparation des accidents de travail.
5. Loi n°65-99 relative au code du travail.
6. Loi n°65-00 portant code de la couverture médicale de base (AMO).
7. Loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le Dahir n°1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015).
8. Loi n°53-00 formant charte de la petite et moyenne entreprise, promulguée par le dahir n°1-02-188 du 12 jourmada I 1423 (23 juillet 2002).

9. Décret Royal n°330-66 du 10 Moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de la comptabilité publique tel qu'il a été modifié.
10. Décret n°2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.
11. Décret n° 2-07-1235 du 5 Kaada 1429 (4 Novembre 2008) relatif au Contrôle des de Dépenses de l'Etat.
12. Décret n° 2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22/07/2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques.
13. Décret n°2-14-272 du 14 rejeb 1435 (14 mai 2014) relatif aux avances en matière des marchés publics.
14. Décret n° 2.16.69 modifiant et complétant le décret N° 2.12.349 relatif aux marchés publics
15. le cahier des clauses administratives générales (CCAG- EMO) applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat approuvé par le décret Royal n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (4 juin 2002).
16. Arrêté du ministre de l'économie et des finances n°1874-13 du 9 moharrem 1435 (13 novembre 2013) pris en application de l'article 160 du décret n°2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.
17. Arrêté du ministre de l'économie et des finances n°3011-13 du 24 hija 1434 (30 octobre 2013) portant application de l'article 156 du décret n°2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.
18. Arrêté du ministre de l'économie et des finances n°20-14 du 8 kaada 1435 (4 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.
19. Circulaire du Premier Ministre n° 2/2019 du 31 janvier 2019, concernant le respect de la réglementation sociale dans le cadre des marchés publics relatifs au gardiennage, l'entretien et la maintenance des bâtiments administratifs et les marchés similaires;
20. Circulaire du Premier Ministre n° 2/2011 du 20 avril 2011, relative à l'exercice de l'activité d'intermédiation en matière d'emploi temporaire, par les sociétés privées ;
21. Textes législatifs et réglementaires en vigueur relatifs au travail, à la sécurité sociale et aux accidents de travail.

Tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de la signature du marché.

Le Contractant devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas. Il ne pourra en aucun

cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 6 : LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS ET LEURS DESCRIPTIONS

Les bâtiments dans lesquels seront assurées les prestations d'entretien et de nettoyage sont les suivants :

N°	Désignation des bâtiments	Adresse	Description des lieux
1	Siège de la DPE de BEN SLIMANE	N°1, rue Mohammed Elhansali	1 étage : 5 bureaux, hall, couloir, WC, garages, salle d'archives
2	Siège de la DPE de BERCHID	Angle Av Hassan II et el Fida, N°182	2 étages : 6 bureaux, couloirs, hall de réception, salles d'archives, WC
3	Siège de la DPE d'ESSAOUIRA	80, Bd Al Aakaba	Rez-de-chaussée : 5 bureaux, hall de réception, magasins, WC, Garages, jardin
4	Siège de la DPE de CHTOUKA AIT BAH	Imm. Aktir, n°3 sidi Said Biougra	1 étage : 3 bureaux, cuisine, WC
5	Siège de la DPE de TIZNIT	Première Annexe administrative, place Elméchouare	4 bureaux, couloirs, salles de réception, salle de réunion, WC
6	Siège de la DPE de TAROUDANT	Bloc 2, N°23, Rue de la marche verte, Hay Akniss	Rez-de-chaussée+2 étages : 8 bureaux, couloirs, WC
7	Siège de la DPE d'OUARZAZAT	Bd Maghreb Arabi	2 étages : 7 bureaux, couloirs, salles de réception, salle de réunion, WC
8	Siège de la DPE de CHAFCHAOUEN	Rue El Koufa, hay AL Haffa, Av Med V	Rez-de-chaussée + 1 étage : 7 bureaux, couloirs, WC, hall, salle d'archives, débarras (sous-escalier)
9	Siège de la DPE de TAOUNAT	N°8, Rue Marmoucha Atlas, Fés	4 bureaux, couloirs, salles de réception, salle de réunion, WC
10	Siège de la DPE de SEFROU	57, rue Abdelaziz boutaleb, ville nouvelle, Fés	4 bureaux, couloirs, salles de réception, salle de réunion, WC
11	Siège de la DPE de KHENIFRA	Cité de la victoire, rue n°3, n°1	Rez-de-chaussée + 2 étages : 18 bureaux
12	Siège de la DPE de SIDI SLIMANE	40 bis, Av Al Maghrib AL arabi	2 étages : 7 bureaux, salles d'archives, salle de réunion, WC
13	Siège de la DPE D'ERRHAMNA	I.S.T.A, BEN GURIR	4 bureaux, couloirs, salles de réception, salle de réunion, WC
14	Siège de la DPE de Siège de la DPE de BENI MELLAL	N°11 Rue Taïf quartier moderne	2 étages : 14 bureaux, couloir, WC
15	Siège de la DPE de KALAA SERAGHNA	N°7, Bd Youssef Ibn Tachefine	2 étages : 8 bureaux, couloir, WC, halls
16	Siège de la DPE d'IFRANE	N°9, Hay Atlas 2 Rue de Azrou	Sous-sol + 1^{er} étage : 4 bureaux, hall de réception, couloir, WC, grenier
17	Siège de la DPE de TAOURIRT	Rue Imzourane Hay Safaa BP 615, BERKANE	4 bureaux, couloirs, salles de réception, salle de réunion, WC

ARTICLE 7 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Le Titulaire du marché reconductible s'engage à mettre en œuvre tous les moyens humains et matériels pour réaliser efficacement les travaux de nettoyage suivants :

1) Travaux quotidiens :

- Balayage et nettoyage par washing des sols, bureaux, sites informatiques, salles de réunion, couloirs, hall, escaliers, lavabos, WC.
- Epoussetage et essuyage des meubles avec produits spécifiques ;
- Nettoyage, désinfection et désodorisation des sanitaires
- Nettoyage des cendriers et des corbeilles à papier et broyeurs (destructeurs de papiers).
- Ramassage et évacuation des ordures et des déchets à la décharge publique.
- Approvisionnement, en permanence, des salles d'eau en savon, papier hygiénique et désodorisant.
- Nettoyage des escaliers (marches et rampes).
- Balayage et nettoyage de trottoirs devant les entrées des bâtiments et alentours.
- Nettoyage et lavage des portes d'entrée.
- Dépoussiérage et lustrage des cadres aluminium avec produits spécifiques.
- Dépoussiérage et essuyage humide des luminaires.

2) Travaux hebdomadaires :

A la fin de chaque semaine (tous les samedis), le titulaire doit exécuter les travaux hebdomadaires ci-après :

- Lavage, nettoyage à fond des sols (bureaux, salles de réunion, couloirs, escaliers, salles d'eau, poubelles) avec machine auto-laveuse avec des détergents Bactéricides et lustrage avec machine monobrosse.
- Balayage et lavage des cours, salles d'archives, terrasses et balcons.
- Lustrage à l'alcool des rampes, poignées des portes et enseignes.
- Nettoyage, astiquage et dépoussiérage des portes ainsi que les plinthes couloirs et des bureaux.
- Cirage des portes de bureaux et des éléments en bois avec matériels et produits spécifiques.
- Lavage des fenêtres des deux faces.
- Nettoyage des portraits et tableaux en utilisant des produits appropriés.-
- Nettoyage des fenêtres en entier (vitres, menuiserie et appuis) avec produits adéquats.
- Nettoyage des volets roulants et stores.
- Lavage des rideaux en tissu.
- Nettoyage des barreaudages.

- Dépoussiérage des installations techniques.
- Dépoussiérage des surfaces murales internes et externes.
- Lessivage des parties de portes vernies et autres.
- Astiquage des cuivres, lustres et appliques.
- Polissage des sols en marbre et granites avec monobrosse.
- Désinsectisation des bureaux.
- Désinsectisation et dératisation des sous-sols et des locaux d'archives.

ARTICLE 8 : EXECUTION DES PRESTATIONS - MATERIEL ET PRODUITS

D'ENTRETIEN

Les prestations seront exécutées par le Titulaire à ses frais et sous sa responsabilité.

Pour réaliser les prestations d'entretien et de nettoyage, objet du présent appel d'offres, le titulaire du marché doit mettre en œuvre tout le matériel nécessaire pour assurer les services exigés.

Les produits d'entretien et les éléments nécessaires au nettoyage doivent être de première qualité. Ils seront fournis, mensuellement en quantité suffisante pour l'exercice convenable des prestations, par l'entreprise qui demeurera, dans tous les cas, responsable des détériorations qui pourraient être constatées à l'occasion des services de nettoyages effectués par son personnel.

Les salles d'eau doivent être dotées de savons, papier hygiénique et désodorisants de première qualité.

Les produits à utiliser doivent être adéquats aux matières à traiter (bois, métal, cuir, similicuir, marbre, carrelage, tissu)

Le Titulaire devra soumettre à l'agrément du Maître d'Ouvrage un échantillon de chaque type de fournitures et produits d'entretien qu'il propose d'employer, il ne pourra mettre en œuvre ces fournitures et produits d'entretien qu'après acceptation donnée par le Maître d'Ouvrage.

L'administration se réserve le droit de refuser tel matériel ou tel produit qu'elle estimerait ne pas convenir à l'exécution des travaux.

L'administration met gratuitement à la disposition du titulaire du marché l'eau et l'électricité nécessaires aux travaux de nettoyage.

Pour réaliser les prestations de nettoyage, objet du présent appel d'offres, le Titulaire doit mettre en œuvre au minimum le matériel suivant :

Aspirateurs poussière – aspirateur d'eau – grande mono brosse – petite mono brosse – injecteurs extracteurs – nettoyeurs vapeur – chariots ménage – échafaudage – balayeuse mécanique – appareil fumigation – balais – escabeaux – échelles – raclettes – tuyaux et tout matériel ou fourniture nécessaire à la bonne exécution des travaux requis, objet du présent marché reconductible.

Les travaux avec des outils bruyants ne doivent être exécutés pendant l'horaire de travail du personnel du Maître d'Ouvrage que sur l'accord de celui-ci.

ARTICLE 9 : HORAIRES

Les travaux, objet du marché reconductible seront exécutés aux jours et heures fixés au tableau ci-dessous :

Travaux	Jours	Heures
- Quotidiens	Lundi au vendredi	06h à 14h
- Hebdomadaires	Samedi	06h à 10h

ARTICLE 10 : EFFECTIF DU PERSONNEL

Le Titulaire doit mettre à la disposition du Maître d'Ouvrage, **pour les travaux quotidiens**, un effectif de **Dix-sept (17)** personnes réparti comme suit :

Bâtiments	Effectif
Siège de la DPE de BEN SLIMANE	1
Siège de la DPE de BERCHID	1
Siège de la DPE d'ESSAOUIRA	1
Siège de la DPE de CHTOUKA AIT BAHHA	1
Siège de la DPE de TIZNIT	1
Siège de la DPE de TAROUDANT	1
Siège de la DPE d'OUARZAZAT	1
Siège de la DPE de CHAFCHAOUEN	1
Siège de la DPE de TAOUNAT	1
Siège de la DPE de SEFROU	1
Siège de la DPE de KHENIFRA	1
Siège de la DPE de SIDI SLIMANE	1
Siège de la DPE D'ERRHAMNA	1
Siège de la DPE de Siège de la DPE de BENI MELLAL	1
Siège de la DPE de KALAA SERAGHNA	1
Siège de la DPE d'IFRANE	1
Siège de la DPE de TAOURIRT	1

Le Titulaire est tenu de fournir au Maître d'Ouvrage une liste contenant les noms, les prénoms, adresses, numéros des CIN et photos du personnel destiné à exécuter les prestations objet du marché reconductible passé suite au présent appel d'offres

Le personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché, doit être déclaré à la CNSS. Cette déclaration sera présentée une fois par an, à l'occasion de la modification de la liste du personnel du prestataire ou à chaque demande du Maître d'Ouvrage.

Le titulaire doit respecter strictement les dispositions législatives et réglementaires du travail en vigueur.

NB : Le salaire payé au personnel du prestataire ne doit pas être inférieur au Salaire réglementaire mensuel (SMIG mensuel, congé payé et jours fériés).

ARTICLE 11 : TENUE DE TRAVAIL ET ENCADREMENT

Le titulaire du marché reconductible sera représenté par un responsable qualifié qui sera l'interlocuteur du Maître d'Ouvrage et qui devra veiller au bon déroulement du service et au respect des consignes et à la discipline, ainsi qu'à la propreté et le nettoyage des locaux.

Les employés du Titulaire du marché reconductible doivent porter une tenue de travail correcte et identique portant les insignes de l'entreprise et ils doivent être encadrés par un chef d'équipe.

Ils doivent être de bonne moralité, posséder les capacités et aptitudes nécessaires pour l'exécution de leurs tâches.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'interdire l'accès du bâtiment à tout agent qui n'a pas les qualités requises (morales et professionnelles), et celui-ci doit être remplacé immédiatement.

ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE

Les conditions de la sous-traitance sont régies par les dispositions des articles 24 et 158 du décret n°2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Toutes les prestations du marché constituent le corps d'état principal du marché et ne peuvent faire l'objet de la sous-traitance.

ARTICLE 13 : ASSURANCE

En application de l'article 20 du C.C.A.G-EMO, le titulaire doit adresser au Maître d'Ouvrage, avant tout commencement, les copies des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché reconductible passé suite au présent appel d'offres, se rapportant :

- aux accidents de travail pouvant survenir au personnel du titulaire ;
- à la responsabilité civile incombant au titulaire et au Maître d'Ouvrage.

Les risques découlant de l'activité du Titulaire du marché reconductible doivent être couverts par une police d'assurance responsabilité civile.

En outre le Titulaire doit avoir une assurance pour le personnel et le matériel ; il devra se conformer aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO.

ARTICLE 14 : SECURITE DU PERSONNEL DE L'ENTREPRENEUR

Lors de sa circulation dans l'enceinte des locaux ou au cours de l'exécution de son travail, le personnel du titulaire du marché reconductible doit se conformer aux normes de discipline interne pour la protection de son propre personnel.

Seront d'autre part, à la charge du titulaire, les conséquences pécuniaires des accidents dont des tiers pourraient être victimes, si ces accidents sont du fait du titulaire, de son matériel, ou de ses préposés.

Toute intervention occasionnée par l'une des détériorations citées ci-dessus fera l'objet d'une évaluation, suivant un devis préalable, dont les prix seront alignés sur les tarifs des prestations d'entretien et de réparation en vigueur et qui sera déduite des sommes dues au titulaire.

ARTICLE 15 : LIAISON AVEC L'ADMINISTRATION

Toutes les fois qu'il en est requis, le titulaire du marché est tenu de répondre aux convocations qui lui seront adressées pour se rendre soit dans les bureaux du Maître d'Ouvrage soit sur les lieux des travaux.

Au cas où il ne pourrait pas assister personnellement aux réunions prévues, il doit auparavant désigner une personne qualifiée pour le représenter auprès du Maître d'Ouvrage.

ARTICLE 16 : OBJETS TROUVES

Les objets trouvés dans les locaux entretenus par le personnel du titulaire du marché doivent être remis directement, contre décharge, au service concerné.

ARTICLE 17 : CONFIDENTIALITE DES RENSEIGNEMENTS

Le titulaire et son personnel sont tenus au secret professionnel pendant toute la durée du marché et après son achèvement sur les renseignements et documents recueillis ou portés à leur connaissance, à l'occasion de l'exécution du marché.

Sans l'autorisation préalable du Maître d'Ouvrage, ils ne peuvent communiquer à des tiers la teneur de ces renseignements et documents.

ARTICLE 18 : INTERVENTION DE TIERS :

Seul le personnel de l'entrepreneur ou agents mandatés par lui sont habilités à intervenir sur les lieux de nettoyage. Toute intervention étrangère sans autorisation écrite par les soins de l'entrepreneur le dégage de ses responsabilités.

ARTICLE 19 : DOMICILE

Les notifications du Maître d'Ouvrage sont valablement faites au domicile élu ou au siège social du titulaire mentionné dans l'acte d'engagement. En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le Maître d'Ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 20 : GESTION DES CLEFS

Les clés des bâtiments seront remises au titulaire qui sera seul responsable des locaux à nettoyer et à entretenir.

ARTICLE 21 : REVENDICATIONS

Toute forme de revendication du personnel de la société titulaire est strictement interdite sur les sites de l'administration. La société doit prendre toutes les dispositions et mesures

en vue de faire face et contenir toute forme de contestation éventuelle de la part de son personnel, pour épargner le personnel et les installations de toute conséquence préjudiciable.

L'administration ne serait en aucun cas être considérée comme interlocuteur concerné. Toutes les tractations éventuelles doivent avoir lieu à l'extérieur des sites de l'administration.

ARTICLE 22 : OBLIGATIONS ET RESPONSABILITE DU TITULAIRE DU MARCHE

- Le titulaire s'engage à respecter tous les textes réglementaires en vigueur pour l'exercice de l'activité objet du présent marché ;
- Le titulaire s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour assurer les prestations objet du présent marché quelles soient les conditions
- Le titulaire répond des faits et fautes de ses préposés, ayant entraîné un préjudice quelconque au maître d'ouvrage et aux personnels et partenaires de celui-ci.
- En cas de vol du matériel dans les locaux du siège de la direction, le titulaire qui sera immédiatement informé par le maître d'ouvrage est tenu de produire, dans un délai de (24) vingt quatre heures qui suivent, un rapport sur l'acte de vol et sera transmis aux autorités judiciaires compétentes.
- Le titulaire doit respecter la législation sociale et du travail notamment le **Salaire réglementaire** (SMIG, congé payé et jours fériés) plus les charges sociales comprenant la part patronale, et la taxe de la formation professionnelle et les accidents de travail (AT) et la responsabilité civile (RC).

ARTICLE 23 : VALIDITE DU MARCHE

Conformément au § 1 de l'article 152 du décret n° 2-12-349, le marché reconductible qui sera passé suite au présent appel d'offres ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente.

ARTICLE 24 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

L'approbation du marché sera notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante-quinze jours (75 jours) à compter de la date de l'ouverture des plis. Dans le cas où le délai de validité des offres est prorogé conformément au deuxième alinéa de l'article 33 du décret n°2-12-349, le délai d'approbation visé au premier alinéa ci-dessus est majoré d'autant de jours acceptés par l'attributaire du marché.

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, l'attributaire est libéré de son engagement vis-à-vis du Maître d'Ouvrage. Dans ce cas, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Lorsque le Maître d'Ouvrage décide de demander à l'attributaire de proroger la validité de son offre, il doit, avant l'expiration du délai visé à l'alinéa premier ci-dessus, lui

proposer par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine, de maintenir son offre pour une période supplémentaire ne dépassant pas trente (30) jours. L'attributaire doit faire connaître sa réponse avant la date limite fixée par le Maître d'Ouvrage.

En cas de refus de l'attributaire, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Le Maître d'Ouvrage établit un rapport, dûment signé par ses soins, relatant les raisons de la non approbation dans le délai imparti. Ce rapport est joint au dossier du marché.

ARTICLE 25 : ENREGISTREMENT ET TIMBRES

Le marché qui fera suite au présent appel d'offres sera assujéti à la formalité et aux droits d'enregistrement conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 26: CAUTIONNEMENT

➤ Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de **Quatre-Vingt Mille (80 000,00) dirhams**.

➤ Le cautionnement définitif est fixé à 3% du montant initial du marché. Le cautionnement définitif doit être constitué dans les trente (30) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.

ARTICLE 27 : GARANTIE :

Aucune retenue de garantie ne sera appliquée sur les sommes qui sont dues au titulaire

ARTICLE 28 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du marché, il est précisé que :

La liquidation des sommes dues par le Ministère du travail et de l'insertion professionnelle en exécution du marché sera opérée par les soins de la Direction des Ressources Humaines, du Budget et des Affaires Générales ;

Le fonctionnaire chargé de fournir au Titulaire du marché ainsi qu'aux bénéficiaires des nantissemments ou subrogations les renseignements et états prévus par la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n°1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) est le Directeur des Ressources Humaines, du Budget et des Affaires Générales ;

Les paiements prévus au marché seront effectués par Monsieur le Trésorier Ministériel auprès du Ministère de la jeunesse et des sports, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du Titulaire du marché.

En cas de nantissement du marché, le Maître d'Ouvrage délivre sans frais, au Titulaire, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention « exemplaire unique » et destiné à former titre pour le nantissement conformément aux dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n°1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) et ce en

application du paragraphe 5 de l'article 11 du cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G-EMO).

Les frais de timbres de l'exemplaire unique susmentionné sont à la charge du Titulaire du Marché.

ARTICLE 29 : DUREE DU MARCHE

Le présent marché reconductible est conclu pour une durée d'une année fixée par l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations jusqu'à la fin de l'année budgétaire.

Il sera renouvelable par tacite reconduction d'année en année sans que sa durée totale ne dépasse trois (3) années.

La non reconduction du marché est prise à l'initiative de l'une des deux parties moyennant un préavis de trois (3) mois, avant l'ouverture de chaque année budgétaire, notifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 30 : PENALITE POUR RETARD

Le non-respect du délai de remplacement d'un agent ou son absence sera sanctionné par l'application au titulaire d'une pénalité par jour calendaire de retard de un pour mille (1‰) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par les avenants.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de service de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à dix pour cent (10%) du montant du marché modifié ou complété par des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par l'article 52 du CCAG-EMO.

ARTICLE 31: RECEPTION DES PRESTATIONS

Réception partielle (Par trimestre) :

A la fin de chaque trimestre, il sera procédé à l'établissement d'un rapport de constatation d'exécution des prestations qui sera dressé et signé par le Directeur Provincial du Travail et de l'insertion Professionnelle au niveau de chaque Direction provinciale.

Le Maître d'Ouvrage procédera à la réception partielle des prestations réalisées, si le Titulaire a bien rempli ses engagements contractuels en matière de nettoyage et d'entretien objet du marché. La réception partielle sera constatée par procès-verbal.

La dernière réception partielle de chaque année budgétaire tient lieu de la réception définitive de l'année en question.

Réception définitive :

A la fin de la durée totale du marché reconductible, le Maître d'Ouvrage procédera à la réception définitive du marché, si le Titulaire a bien rempli ses engagements contractuels précités. Un procès verbal de réception définitive sera établi par le Maître d'Ouvrage.

ARTICLE 32 : CONDITIONS DE PAIEMENT

Le paiement des redevances portées au bordereau des prix –détail estimatif, sera effectué après réception des prestations conformément à l'article 31 du présent CPS.

Les décomptes sont établies trimestriellement et payables à terme échu.

Le maitre d'ouvrage établit, à la fin de chaque année budgétaire et à la fin de la dernière période du marché reconductible, un décompte définitif à hauteur du montant des prestations réalisées au titre de la période considérée.

ARTICLE 33 : MODALITES DE REGLEMENT

Le Maître d'Ouvrage se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte courant postal, bancaire ou trésor ouvert au nom du Titulaire, sur la base d'un décompte établi en cinq exemplaires portant la signature du Titulaire.

ARTICLE 34 : CARACTERE DES PRIX

Les prix du marché sont établis en dirhams marocains, fermes et non révisables. Ils comprennent le bénéfice ainsi que tous droits, impôts, taxes, frais, faux frais et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de la prestation objet du marché.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le Maître d'Ouvrage répercute cette modification sur le prix du règlement.

ARTICLE 35: NATURE DES PRIX

Le marché qui fera suite au présent appel d'offres, est un marché à prix unitaire

ARTICLE 36 : MODIFICATION DES CLAUSES DU MARCHE

Conformément au paragraphe 4 de l'article 7 du décret n°2-12-349 précité, chacune des deux parties contractantes peut demander qu'il soit procédé à une révision des conditions d'exécution du marché reconductible. Cette révision est introduite par avenant.

Les conditions qui peuvent faire l'objet de ladite révision sont :

- La consistance des prestations ;
- L'effectif du personnel ;
- La fréquence des interventions du titulaire.
- Le lieu de l'exécution de la prestation.

ARTICLE 37: RESILIATION DU MARCHE

Dans le cas où le Titulaire ne se conforme pas soit aux stipulations du marché ou si les prestations prévues ne sont pas menées avec la qualité et la célérité requises, soit aux ordres de service, le Maître d'Ouvrage le met en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé par une décision qui lui est notifiée par ordre de service.

Passé ce délai, si la cause qui a provoqué la mise en demeure subsiste, il sera fait application des dispositions de l'article 52 du CCAG-EMO.

Il demeure entendu que les autres cas de résiliation prévus par le CCAG-EMO notamment les articles 27 et 32 sont applicables au marché.

La non reconduction du marché reconductible est prise à l'initiative de l'une des deux parties au marché, elle donne lieu à la résiliation du marché.

ARTICLE 38 : CONTESTATIONS-LITIGE

Si, au cours de l'exécution du marché, des difficultés s'élèvent entre le Titulaire et le Maître d'Ouvrage, il sera fait application des dispositions des articles 52, 53, 54 et 55 du C.C.A.G-EMO.

En cas de désaccord entre les deux parties, les litiges sont soumis aux tribunaux nationaux compétents.

ARTICLE 39 : CONTROLE DE L'APPLICATION DE LA LEGISLATION SOCIALE ET DU TRAVAIL

La charge entière de l'application, aux préposés du Titulaire, de l'ensemble de la législation et de la réglementation du travail et de la sécurité sociale incombe au Titulaire.

Le Titulaire est tenu de transmettre au Maître d'Ouvrage, sur sa demande, tous les documents nécessaires pour vérifier l'application de la législation du travail et de la sécurité sociale, notamment le salaire payé et les cotisations sociales : SMIG, CNSS, Repos hebdomadaire, congé annuel payé, assurance contre les accidents du travail, et la responsabilité civile.

ARTICLE 40 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le titulaire du marché reconductible ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le prestataire de services ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 41 : AVANCES :

- L'admissibilité de l'avance :

Conformément au décret n°2.14.272 du 14 mai 2014 relatif aux avances dans le cadre des marchés publics, le titulaire du marché bénéficie d'une avance, une seule fois, sur la base du montant total du marché, si ce montant est supérieur ou égal à 500.000 DH TTC.

L'avance est accordée en une seule fois sur la base du montant total de la première année, si ce montant est supérieur ou égale à cinq cent mille (500.000) dirhams toutes taxes comprises (TTC).

- Le montant de l'avance :

Le montant de l'avance est fixé à 10 % du montant total de la première année du marché.

- Le remboursement du montant de l'avance :

Le remboursement du montant de l'avance est effectué par déduction sur les acomptes dus au titulaire du marché.

- Constitution des garanties :

Avant que l'avance soit accordée, le titulaire du marché procède à la constitution d'une caution personnelle et solidaire qui prend lieu d'engagement de restitution du montant global de l'avance accordée par le Maître d'Ouvrage.

BORDEREAU DES PRIX DETAIL-ESTIMATIF

Appel d'offres ouvert n° 06/2019 relatif à l'entretien et au nettoyage des bâtiments administratifs des services extérieurs du Ministère du Travail et de l'Insertion Professionnelle, en lot unique.

N° Prix 1	Désignation des prestations 2	Unité 3	Quantité 4	Prix unitaire mensuel en dirhams HTVA (En Chiffres) 5	Prix Total HTVA (En Chiffres) 6= 4 x 5
Prestations d'Entretien et Nettoyage des Bâtiments :					
1	Siège de la DPE de BEN SLIMANE	mois	12		
2	Siège de la DPE de BERCHID	mois	12		
3	Siège de la DPE d'ESSAOUIRA	mois	12		
4	Siège de la DPE de CHTOUKA AIT BAHA	mois	12		
5	Siège de la DPE de TIZNIT	mois	12		
6	Siège de la DPE de TAROUDANT	mois	12		
7	Siège de la DPE d'OUARZAZAT	mois	12		
8	Siège de la DPE de CHAFCHAOUEN	mois	12		
9	Siège de la DPE de TAOUNAT	mois	12		
10	Siège de la DPE de SEFROU	mois	12		
11	Siège de la DPE de KHENIFRA	mois	12		
12	Siège de la DPE de SIDI SLIMANE	mois	12		
13	Siège de la DPE D'ERRHAMNA	mois	12		
14	Siège de la DPE de BENI MELLAL	mois	12		
15	Siège de la DPE de KALAA SERAGHNA	mois	12		
16	Siège de la DPE d'IFRANE	mois	12		
17	Siège de la DPE de TAOURIRT	mois	12		
Montant Total Hors TVA					
Montant TVA (20%)					
Montant Total TTC					

Fait àle.....

(Signature et cachet du concurrent)



Appel d'offres ouvert n°06/2019

Du 08/08/2019

RELATIF

A

**L'ENTRETIEN ET AU NETTOYAGE DES BATIMENTS
ADMINISTRATIFS DES SERVICES EXTERIEURS DU
MINISTERE DU TRAVAIL ET DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE
EN LOT UNIQUE**

Le Directeur des Ressources Humaines, du Budget et des Affaires Générales	Lu et accepté par le soumissionnaire (Mention manuscrite)
Rabat, le	A, le